Un parfum de jasmin

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/763>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.763

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2011

Pagination : 136-142

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Un parfum de jasmin », *Hommes & migrations* [En ligne], 1290 | 2011, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/763> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.763>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Un parfum de jasmin

Mustapha Harzoune

- 1 Pendant que la France s'enflamme pour un opuscule et s'indigne pour trois euros, la rue arabe, elle, s'embrase, au nom justement de la dignité. Jean Amrouche utilisait déjà le substantif quand les Algériens suaient sang et larmes pour rappeler à leurs "amis" français, dépositaires depuis 1789 des droits de l'homme, le sens de ce mot. Aujourd'hui, ce sont aux ci-devant "amis" de l'Occident et à leur régime décomposé que les peuples font la leçon. Dans *El Watan* du 18 janvier, Abdesselam Ali-Rachedi réagit à la décision des autorités algériennes de baisser le prix de l'huile et du sucre : *"La réponse est une injure à la jeunesse en révolte. À la demande de dignité, on répond par le mépris en considérant les protestataires comme de simples tubes digestifs."* Et oui ! poursuit l'homme politique et universitaire, *"l'émeute est parfois due à un sursaut de dignité"*. Pour le sociologue Amel Boubekour, *"les jeunes chômeurs ou employés [...] demandent avant tout le rétablissement de leur dignité"* (*Le Monde*, 18 janvier).
- 2 Le *"Printemps arabe"* chamboule bien des certitudes. Il a même provoqué une nouvelle migration. *"La famille du président déchu Zine El-Abidine Ben Ali se serait enfuie de Tunisie avec 1,5 tonne d'or"* (*Le Monde*, 17 janvier). On est loin des pauvres valises exposées à la CNHI... Mais peut-être qu'à terme, si les lendemains chantent vraiment, l'Occident se réjouira : pour quelques dizaines de nouveaux immigrés, des ex-dictateurs accompagnés de leur famille et de leurs affidés, les "vagues" des désespérés pleins d'espoir reflueront. *"On ne va pas partir, c'est lui [Moubarak] qui partira !"* scandait la jeunesse égyptienne... Certes ! Ce n'est pas pour demain. Il y a du pain sur la planche. Mais enfin, avec le retour annoncé de la démocratie et d'un développement économique équilibré et juste, les raisons d'espérer existent. Du moins pour le moment. Comme la vieille Sadika du *Sixième jour* d'Andrée Chédid, disparue le 6 février, la rue arabe vient d'emprunter le chemin de *"la guérison"*. Au passage, elle sonde le fond de nos mentalités (tiens ! après l'identité, on remet le couvert avec l'islam). Elle invite près de cinq cents millions d'hommes et de femmes, voilées ou non, barbus ou non, jeunes et vieux, croyants et athées, abstèmes ou buveurs, prudes ou libertins, immigrés ou non, à rejoindre le cercle du *"Tout monde"*, celui de la relation et peut-être de la créolisation cher à Édouard Glissant, mort le 3 février.

“La poussière sous le tapis” !

- 3 “Ce sursaut de dignité”, qui court du Maroc à l’Iran, révèle la formidable complexité et diversité de ces sociétés et, du même coup, l’aveuglement et le mépris des politiques d’immigration mises en œuvre en Europe, et singulièrement en France.
- 4 À la lumière des derniers événements, il convient d’assimiler ces mesures à la politique de “la poussière sous le tapis”. Se fourvoyer avec des dictatures pour y contenir barbus et migrants ; externaliser les contrôles et la rétention ; restreindre le droit d’asile ; délivrer des visas au compte-gouttes... n’est-ce pas repousser la résolution des problèmes ? N’est-ce pas fabriquer, intra muros, des clandestins et refuser de voir, extra muros, les conséquences de mesures électorales et sans imagination ? Quand le tapis ne peut plus rien camoufler, le trop-plein explose. Des conditions d’existence inhumaines poussent les plus entreprenants à émigrer et les autres, tôt ou tard, à sortir de dessous la carpe. Que cachait le tapis de nos démocraties ? “La liste est longue écrit l’écrivain égyptien Sonallah Ibrahim. *Les libertés confisquées, la brutalité ordinaire de la police, les écoles qui produisent des analphabètes, les élections truquées, les terrains publics accaparés par les proches du pouvoir, la politique étrangère aux ordres des États-Unis, le chômage massif, la presse et la télévision qui mentent, les privatisations au profit d’un petit groupe d’affaires, le bakchich à tous les étages, le gaz naturel bradé à Israël, la discorde entre chrétiens et musulmans attisée par les appareils de l’État, l’épouvantail du terrorisme utilisé pour justifier l’état d’urgence depuis trente ans. L’Egypte est pourrie jusqu’à la moelle*” (Libération, 8 février).
- 5 Smaïn Laacher évoque des “sociétés frappées par le manque (de travail, de nourriture, de logement, de justice sociale, de droit, de liberté d’expression, etc.) et l’oppression sociale, politique et culturelle”. “Ces peuples auront malheureusement presque tout connu du malheur et de la misère sociale. Après la colonisation, l’ineptie et la violence des régimes tyranniques, après le tragique syndrome du hrigue (immigration clandestine), une partie des forces vives de ces sociétés découvre celui de l’immolation par le feu.” (Le Monde, 22 janvier). Dans son billet quotidien, l’Algérien Mustapha Hammouche écrit que “ce n’est pas un hasard, si les plus hauts responsables s’inquiètent de cette avalanche de suicides et de tentatives de fuite. Plus que l’émeute, plus que la hargha qui s’inscrit tout de même dans l’espoir d’un au-delà géographique, elle traduit un profond état de désespérance” (Liberté, 18 janvier).
- 6 Thérèse Delpech, membre du Centre d’études et de recherches internationales (CERI), met les points sur les i : “Dans tous ces pays, la répression, la régression, le déni d’avenir à une population très majoritairement jeune, qui étouffe littéralement, ont fini par produire exactement ce qui devait se produire. Nul besoin donc de souligner l’ampleur des ‘surprises stratégiques’ au début du XXI^e siècle. Il suffisait de croire à l’universalité de la demande de liberté et de dignité, ce qui aurait peut-être permis d’aider cette jeunesse à faire valoir ses droits avant qu’elle n’explose. Mais comme les relations privilégiaient les rencontres de chefs d’État et que les ricanements sur le ‘droit de l’homme’ l’emportaient souvent dans des capitales européennes où ne sévissaient ni la censure, ni l’état de siège, ni le sinistre Moukhabarat ¹, on ne risquait pas de comprendre ce qui se tramait à nos portes” (Libération, 4 février). Alors, Farhad Khosrokhavar secoue la “frilosité” des pays occidentaux : “Il serait temps qu’ils comprennent enfin le choix fondamental qu’ils ont désormais : soit soutenir des

dictatures de plus en plus en voie de dégénérescence, soit abonder dans le sens de l'aspiration d'une partie grandissante de la population du monde arabe et musulman qui cherche à se doter de pouvoirs pluralistes et ouverts" (Le Monde, 18 janvier).

"Ayzin ne'ish zeyy el bani admin"

- 7 La presse a longuement disserté sur les "amities" égypto-tunisiennes de Sarkozy, DSK, Alliot-Marie, Chirac, Frédéric Mitterand, Rachida Dati ou Éric Raoult. Richard Jacquemond, professeur de langue et littérature arabes, préfère les paroles d'un manifestant égyptien : "Nous voulons vivre comme des êtres humains (*Ayzin ne'ish zeyy el bani admin*)."⁷ Petit rappel à l'intention des "amis" des présidents à vie : "Le peuple, lui, savait depuis longtemps à quoi s'en tenir. Il savait, mais il avait peur de perdre le peu qu'il lui restait [...]. Et enfin, ce peuple couché depuis trente ans s'est levé et s'est mis en marche. Rien d'autre n'est acquis, mais d'ores et déjà, les Égyptiens sont redevenus des êtres humains, 'bani admin': pluriel de ibn Adam, fils d'Adam, fils de l'homme" (Libération, 4 février). Yves Gonzalez-Quijano, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient, rapporte, le 17 janvier, sur son blog (<http://cpa.hypotheses.org/>): "Sans doute, la ministre et ses conseillers étaient loin de mesurer le caractère d'urgence de la situation à la seule lecture de la presse française. Mais ils auraient pu lire la presse anglophone."
- 8 Et de citer les papiers de Brian Whitaker du Guardian qui prédisait "la chute du vieux dictateur". "Ce que nous disent aussi Brian Whitaker et Sami Ben Gharbia ², chacun à leur manière, c'est qu'une bonne partie des populations arabes partage désormais la conviction que les 'démocraties occidentales', au regard de leurs pratiques, apparaissent de plus en plus comme les parfaits contre-exemples des valeurs qu'elles affirment incarner. À observer comment leur révolution a été comprise, suivie, soutenue, "dans-le-pays-qui-a-inventé-les-droits-de-l'homme", les Tunisiens et les Tunisiennes qui pensent ainsi sont aujourd'hui sans doute encore un peu plus nombreux."
- 9 Le même Yves Gonzalez-Quijano, le 7 février, poursuit : "Quelle que soit l'issue des événements [...], le 'monde arabe' a pris, au regard de la planète tout entière [...] un autre visage. Après des années de matraquage des mêmes lamentables clichés où la malsaine fascination pour un exotisme de pacotille ne disparaît que pour céder la place aux exhortations imbéciles à se méfier de la menace d'un islam totalitaire, les images de Tunis et du Caire montrent enfin autre chose. Elles montrent des hommes et des femmes, à la fois proches et différents de leurs semblables partout dans le monde, des peuples qui se battent. [...] Mais surtout, [...] le 'monde arabe' aura pris, à ses propres yeux, un nouveau visage. Avec ce qui se déroule en Tunisie et en Égypte, le 'malheur arabe' qu'évoquait si amèrement il y a si peu encore Samir Kassir³ n'est plus, nécessairement, une fatalité."
- 10 Luis Martinez, directeur de recherche à Sciences-Po-CERI renchérit : "Le monde arabe aspire à la démocratie comme le reste du monde. [...] Le monde arabe a pendant longtemps fait figure d'exception, en raison de son autoritarisme ; grâce à la Tunisie et à l'Égypte, il est devenu normal" (El Watan, 17 février).
- 11 Pour Abdelwahab Meddeb, "La 'révolution du jasmin' [est le] signe de la métamorphose de l'histoire". Soulignant que "c'est une révolution qui s'est faite essentiellement sur le médium Internet par la génération du digital et de la blogosphère", il poursuit : "Il semble que les événements de Tunisie devraient nous éviter un double tropisme : celui du paternalisme de la décolonisation et celui de la pensée différentialiste et hégémonique qui divise le monde en centre

et en périphérie.” La blogosphère étant “capable de faire de toute périphérie un centre”, “si l’on veut comprendre le monde tel qu’il devient [...] il convient de tenir compte de ce décentrement et de cette déterritorialisation”. “Il nous faut sortir de la fatalité qui situe l’altérité dans une différence radicale.” La révolution, “soumise à la scansion de la mondialité, confirme à sa manière l’universalité du désir démocratique et du droit naturel à la liberté”. (Le Monde, 18 janvier).

- 12 Le romancier marocain Abdellah Taïa en appelle à “considérer les Arabes autrement. Il est temps de cesser de les assimiler tous à de dangereux islamistes, ou alors de les voir seulement comme des êtres gentils, hospitaliers, qui nous sourient en permanence quand on va faire dans leur beau pays du tourisme de masse. Il est temps de cesser de s’aveugler. Les Arabes, comme n’importe quel peuple, ont besoin de liberté. Et quand des étincelles démocratiques voient le jour, le rôle de l’Occident est de soutenir le peuple, pas ses dirigeants, qui, prétendument, protègent le monde occidental de la menace islamiste. [...]. Quelque chose bouge là-bas. Une conscience est en train de renaître. Un être se relève. Cherche sa nouvelle voie” (Le Monde, 18 janvier).

Décoloniser les mentalités

- 13 À propos de “nouvelle voie”, un collectif de personnalités françaises et maghrébines a lancé dans Le Monde du 19 janvier un appel “à créer [en Méditerranée] les conditions d’un nouveau régime de relations internationales, incluant la gestion commune des problèmes de migrations, de sécurité, de coopération économique et culturelle, et associant sur un pied d’égalité des peuples souverains, éclairés, épris de justice et de progrès”.
- 14 Il faudrait donc réinventer nos relations avec le Maghreb voisin. Il faudrait aussi, selon Mustapha Hammouche, décoloniser les mentalités. Suite à la déclaration de Michèle Alliot-Marie proposant d’offrir “le savoir-faire des forces de sécurité françaises” au régime de Ben Ali, il s’emporte : “Alliot-Marie n’a apparemment pas peur de réveiller des souvenirs des peuples, historiquement victimes du ‘savoir-faire’ policier de la France. Ces souvenirs sont faits, en ce qui concerne l’Algérie, du 11 décembre 1960 à Alger, au quartier Belcourt, et du 17 octobre 1961 à Paris, par exemple. Avec un tel crédit, suggérer la sous-traitance du maintien de l’ordre pour le compte des régimes de ses anciennes colonies reviendrait à vouloir organiser un jubilé de ratonnades de triste mémoire.” Et de conclure : “Sans être de ceux qui voient partout la résurgence du fantasme colonial, on ne peut que trouver dans le fait de réduire une crise sociopolitique complexe, même si elle est marquée par des ‘casses’, à une situation sécuritaire, l’expression d’une représentation colonialiste de l’ordre public” (Liberté, 13 janvier).
- 15 Peut-être faut-il avec Pierre Vermeren insister “sur la méconnaissance intellectuelle, devenue presque totale en cinquante ans, des Français à l’égard du Maghreb. Dans nos élites, plus personne ne parle les langues du Maghreb. En dialoguant avec les francophones, notre approche est hémiplogique ! Dans l’enseignement supérieur, depuis quinze ans, les professeurs d’histoire du Maghreb disparaissent : de quinze, on arrivera à zéro d’ici peu si rien n’est fait. Or la demande sociale est forte de la part des enfants d’immigrés, et la connaissance de nos voisins n’est pas un luxe. D’autant que les Maghrébins connaissent parfaitement les Français, leurs dirigeants, leurs préoccupations et leurs faiblesses. En cinquante ans, la relation asymétrique s’est inversée. C’est plus que regrettable, et cela explique l’aveuglement de notre classe politique et de l’Europe” (Le Monde, 22 janvier).

- 16 Pourtant, cette région est un “enjeu géopolitique et géostratégique fondamental pour l’Europe”, dicit l’économiste Alexandre Kateb, maître de conférences à Sciences-Po. “C’est en effet du Maghreb qu’est issue la majorité des immigrés qui vivent en France, en Espagne ou en Italie, et qui entretiennent des liens forts avec leurs parents restés de l’autre côté de la Méditerranée.” Par ailleurs, “l’Union européenne (UE) satisfait une partie de ses besoins énergétiques en important des hydrocarbures d’Algérie et réalise une partie croissante de ses opérations industrielles en Tunisie et au Maroc. Ces pays constituent en outre une destination privilégiée pour les touristes européens – et de plus en plus pour les retraités – en quête de soleil et de services à prix ‘discount’”. Il exhorte l’UE à “faciliter l’insertion de ces pays dans la mondialisation, en leur proposant un véritable contrat régional qui préserve leurs industries et stimule la création d’emplois. Il en va de l’intérêt de l’Europe, car la rive sud de la Méditerranée est un allié indispensable dans le cadre des grandes recompositions géopolitiques du XXI^e siècle” (Le Monde, 22 janvier).
- 17 Michel Camau, professeur émérite des universités, écrit que pour l’Europe “c’est toute sa stratégie de voisinage avec les pays tiers méditerranéens qui devra être reconsidérée. Il lui appartient de tirer la leçon du janvier tunisien, cette onde de choc au sein d’une zone de proximité traitée jusqu’à présent comme le limes de l’espace démocratique européen”. (Le Monde, 20 janvier).

Petites bouches ?

- 18 Face à ce réveil démocratique, certains font la petite bouche, craignant, encore et toujours, une “invasion” des damnés de la terre arabo-africaine : du secrétaire général de l’Alliance atlantique, Anders Fogh Rasmussen (Europe1.fr, 7 février) en passant par les dirigeants italiens, le nouveau président de l’OFII, Dominique Paillé, jusqu’à l’Union européenne et l’agence Frontex. Tefy Andriamanana met en garde contre l’impréparation et l’amateurisme, la politique de l’autruche des autorités qui pourrait bien profiter au Front national (Marianne.fr, 9 février).
- 19 Et oui, “le beau temps qui règne sur l’avenue Bourguiba aurait [...] pu arrêter ‘l’aventure’ ou au moins en inspirer une trêve. Mais voilà, il fait moins beau à Alger qu’à Tunis et pourtant : ce ne sont pas 12, mais 977 immigrants tunisiens qui sont arrivés illégalement, dans la nuit de samedi à dimanche, sur l’île italienne de Lampedusa, 5 000 en cinq jours. Le gouvernement italien a proclamé, samedi, l’état d’urgence humanitaire, mais cela ne suffit plus, nous devons mobiliser les pays de la Méditerranée qui ont des navires, des avions et des hélicoptères’ pour contrôler la côte tunisienne. C’est Franco Frattini, le ministre italien des Affaires étrangères, qui s’exprimait ainsi dans une interview au Corriere della Sera” (Le Temps d’Algérie, 13 février).
- 20 Puisque les régimes autoritaires et amis tombent un à un et avec eux les verrous de l’émigration, Laurent Wauquiez, lui aussi, prône une réponse sécuritaire : “Très clairement, avec le ministre de l’Intérieur, Brice Hortefeux, nous plaidons pour une relance européenne de la défense de nos frontières. Nous devons renforcer les capacités opérationnelles de l’agence Frontex et créer une coordination des différents gardes-frontières” (RFI.fr, 17 février).
- 21 Alors, faut-il bomber un peu plus le torse ? Faut-il mettre un peu d’ordre dans le chacun pour soi européen ? Roderick Parkes, dans une note de l’Institut d’études de sécurité de l’Union européenne, “juge explosif le manque de consensus à l’intérieur de l’Union européenne sur l’immigration clandestine”. Ou faut-il inventer une autre politique ? Sur son blog, le

19 février, le journaliste François d'Alañon rend compte d'un article de *Die Zeit* : “Selon l'hebdomadaire allemand, les Européens doivent se libérer de leur crainte d'être submergés par des migrants et ne plus les traiter uniquement à travers le seul prisme de la politique d'asile. L'Allemagne, les Pays-Bas et la France en tête doivent arrêter de délocaliser les questions migratoires aux lointaines frontières du sud de l'Europe [...]. *Die Zeit* préconise l'instauration entre l'Europe et ses voisins du Sud d'une véritable politique de mobilité entre les deux rives avec, à la clé, des visas de travail, des coopérations universitaires, l'harmonisation des formations professionnelles et des programmes d'intégration professionnelle pour les migrants à leur retour dans leur pays. [...] En attendant, affirme *Die Zeit*, il faut offrir aux 5 000 soi-disant réfugiés qui sont en réalité des demandeurs d'emploi dont l'Europe a grand besoin, un accueil digne, 'auquel tout le monde a droit. Même, et surtout, quand il vient de mener à bien une révolution'”.

- 22 “L'hypocrisie des libéraux occidentaux est à vous couper le souffle, raille le philosophe Slavoj Žižek. Ils soutiennent publiquement la démocratie et quand le peuple se soulève contre les tyrans au nom de la liberté et de la justice, et pas au nom de la religion, ils sont ‘profondément inquiets’ ! Pourquoi être inquiet au lieu de se réjouir que la liberté ait enfin sa chance ?” (*Libération*, 3 février). Alain Gresh, sur son blog, le 8 février, apostrophe ceux pour qui “le danger ne vient pas du maintien du régime, mais des Frères musulmans. Cette manière de décider pour les autres peuples est caractéristique d'une vision coloniale [...]”.
- 23 Et le chercheur Pascal Boniface, sur son blog, le 7 février, s'empare contre Alexandre Adler (pour sa chronique du *Figaro* du 29 janvier), Alain Finkielkraut (*Libération* du 3 février) et BHL pour avoir avoué “sa crainte de voir les fondamentalistes bénéficier de la chute de Moubarak avec la perspective d'une Égypte qui suivrait l'exemple iranien”. “Les masques tombent. Nos trois intellectuels dénoncent un éventuel extrémisme en Égypte mais soutiennent celui au pouvoir en Israël. Ils critiquent l'absence de démocratie dans le monde arabe mais s'émouvent dès qu'elle est en marche. Leur priorité n'est pas la démocratie mais la docilité à l'égard d'Israël, fût-il gouverné avec l'extrême droite.”
- 24 À ce point du débat, il faut recourir à Édouard Glissant qui “mettait en opposition les ‘identités-racines’, liées aux vieux clivages raciaux et nationaux, et l’‘identité-relation’, qui prend en compte la multiplicité des interactions linguistiques et culturelles” (*L'Humanité*, 4 février). Le philosophe et poète écrivait : “Nous devons construire une personnalité instable, mouvante, créatrice, fragile, au carrefour de soi et des autres. Une Identité-relation. C'est une expérience très intéressante, car on se croit généralement autorisé à parler à l'autre du point de vue d'une identité fixe. Bien définie. Pure. Atavique. Maintenant, c'est impossible, même pour les anciens colonisés qui tentent de se raccrocher à leur passé ou leur ethnie. Et cela nous remplit de craintes et de tremblements de parler sans certitude, mais nous enrichit considérablement.” Et ces “anciens colonisés” devront se souvenir de la native du Caire, Andrée Chédid : “ Ses lecteurs lui sont redevables d'oser un éloge maintenu de la vie, d'en saisir, face au désastre, les merveilles secrètes et modestes qui permettent de repartir, de rebâtir sans cesse ‘oser encore/oser encore recourir à l'espoir’, enjoignait-elle” (*L'Humanité*, 8 février).

NOTES

1. Services secrets.
2. Bloggeuse tunisienne.
3. *Considérations sur le malheur arabe*, Arles, Actes Sud-Sindbad, 2004. Voir chronique parue dans *H&M*, n° 1256, juillet-août 2005.